



## Arrêt

**n° 92 665 du 30 novembre 2012**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA IIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 1er octobre 2012, par X, qui déclare être de nationalité centrafricaine, tendant à l'annulation de la décision prise le 13 août 2012 déclarant irrecevable sa demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 26 octobre 2012 convoquant les parties à l'audience du 29 novembre 2012.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, par Me S. JANSSENS loco Me Z. MAGLIONI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

La partie requérante déclare être ressortissante centrafricaine et être arrivée en Belgique à l'âge de 16 ans, en possession d'un visa court séjour, en compagnie de ses parents adoptifs.

Par un courrier du 8 octobre 2010, enregistré par la partie défenderesse à la date du 3 novembre 2010, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après, la loi du 15 décembre 1980).

Le 22 août 2011, la partie requérante a complété sa demande en faisant parvenir à la partie adverse un courrier faisant état de ce qu'il s'agissait d'un « *complément à [sa] demande de régularisation* ». Une copie de son passeport était jointe à ce courrier auquel la partie défenderesse fait référence dans la décision attaquée et qui figure au dossier administratif.

Le 13 aout 2012, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de cette demande. Il s'agit de l'acte attaqué, motivé comme suit :

*« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.*

*La demande n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international, ou un titre de voyage équivalent, ou (une copie de) la carte d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition sur base de l'article 9bis, §1 de la loi du 15.12.1980, tel qu'inséré par l'art. 4 de la loi du 15.09.2006.*

*La requérante n'a pas fourni la preuve, au moment de l'introduction de sa demande qu'elle disposait d'un document d'identité requis, à savoir {une copie du) le passeport international, ou un titre de voyage équivalent, ou (une copie de) la carte d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition sur base de l'article 9bis, §1 de la loi du 15.12.1980, tel qu'inséré par l'art. 4 de la loi du 15.09.2006. Il convient de rappeler que cela a déjà été jugé par le CCE dans ses arrêts 70.708 du 25/11/2011 et 219.056 du 08/05/2012, ainsi que par l'arrêt du C.E. 214.351 du 30/06/2011.*

*En outre, notons que le Conseil a déjà estimé « qu'il n'appartient pas à la partie défenderesse de parcourir le dossier administratif à la recherche d'éventuels documents liés à des procédures antérieures et indépendantes qui soient susceptibles d'établir l'identité du requérant. C'est à l'étranger qui revendique l'existence de ces documents à apporter la preuve de leur existence » (C.C.E., n° 77.725 du 23.03.2012). »*

## **2. Questions préalables.**

2.1. La partie requérante soulève une exception d'irrecevabilité tirée d'un défaut d'intérêt au recours dans le chef de la partie requérante. Elle s'exprime à cet égard comme suit : *« Dès lors qu'il ressort de la requête et du dossier administratif que la partie requérante était en possession d'un passeport qu'elle n'a pas jugé utile de joindre à sa demande « 9bis » sans en expliquer les raisons, celle-ci estime que l'intéressé ne démontre pas l'intérêt au recours introduit contre la décision d'irrecevabilité prise pour défaut de pièce d'identité tel que requis par l'article 39/56 de la loi du 15 décembre 1980. »* Elle cite ensuite un arrêt 56.382 du conseil de céans.

2.2. Il apparait de ce qui sera développé plus loin que l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 n'exige pas la production concomitante des documents d'identité à la demande d'autorisation de séjour (même si ce faisant le demandeur prend le risque qu'une décision d'irrecevabilité intervienne avant la production ultérieure du document d'identité requis). Le Conseil estime dès lors que l'absence d'explication de la non-production d'un document d'identité en annexe à la demande originaire ne peut servir de fondement à une exception d'irrecevabilité pour défaut d'intérêt au recours.

## **3. Exposé des moyens d'annulation.**

3.1. La partie requérante prend un moyen unique *« de l'erreur d'appréciation manifeste, du défaut de motifs pertinents et admissibles de la violation des articles 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, rétablissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de la violation du principe général de bonne administration imposant à l'autorité de statuer en prenant en considération l'ensemble des éléments de la cause ».*

3.2. Elle s'exprime ensuite comme suit :

*« 3. La décision entreprise a pour objet de déclarer irrecevable la demande d'autorisation de séjour introduite par la requérante.*

*4. Dans un premier temps, l'acte entrepris affirme que ladite demande serait irrecevable au motif qu'elle n'aurait été accompagnée ni « d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international, ou un titre de voyage équivalent ou (une copie de) la carte d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition (...) ».*

4.1. Les motifs sur lesquels repose à ce stade la décision litigieuse apparaissent cependant tout simplement contraires à la réalité.

4.2. La requérante a en effet joint au courrier du 22 août 2011 complétant sa demande d'autorisation de séjour, dûment reçu par la partie adverse et visé par la décision litigieuse, une copie de son passeport.

Dans la mesure où la partie adverse affirme à l'appui de sa décision que la requérante n'a pas fourni la copie de son passeport alors tel est pourtant, le cas, la décision entreprise est motivée de manière erronée et, partant, contraire aux articles 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée ainsi qu'aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 visée au moyen.

4.3. Par ailleurs, dès lors que la partie adverse déclare la demande introduite irrecevable en application de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 alors que ladite demande répond aux conditions de recevabilité de celui-ci, cet article est également violé en l'espèce.

5. La décision entreprise mentionne toutefois également que « la requérante n'a pas fourni la preuve, au moment de l'introduction de sa demande qu'elle disposait d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international, ou un titre de voyage équivalant ou (une copie de) la carte d'identité nationale ».

5.1. Dans ces conditions, il semble que ce que la partie adverse reproche en réalité à la requérante n'est pas une absence de production de son passeport (ou de la copie de celui-ci) mais une production prétendument tardive de ce document.

5.2. Le doute qui subsiste néanmoins sur les raisons qui ont guidé l'adoption de la décision litigieuse doit être mis en exergue dès lors qu'il témoigne d'une motivation déficiente de l'acte entrepris.

En effet, en lisant à la fois que sa demande « n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international (...) » et que « la requérante n'a pas fourni la preuve, au moment de l'introduction de sa demande qu'elle disposait d'un document d'identité requis; à savoir (une copie du) le passeport international (...) », il appartient en définitive à la requérante de deviner laquelle de ces affirmations est à l'origine de la décision litigieuse.

Les motifs de l'acte sont en effet contradictoires en ce qu'il y est affirmé en même temps que la requérante n'a pas fourni de document d'identité et qu'elle en a fourni un (mais pas au moment de l'introduction de sa demande).

Au vu de ce qui précède, la requérante relève que la partie adverse a, en tout état de cause, méconnu les articles 62 de la loi du 15 décembre 1980 et 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 tels que visés au moyen.

5.3. Pour autant que le grief fait à la requérante et constituant, en définitive le motif réel de la décision litigieuse, soit celui d'avoir produit la copie de son passeport de manière tardive (c'est-à-dire après l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour), force est de constater que celui-ci ne peut légalement justifier l'acte entrepris.

L'exigence selon laquelle le document d'identité que l'étranger est tenu de joindre à sa demande, en vertu de l'article 9bis de la loi, devrait être produit au moment de l'introduction de la demande ne ressort d'aucun texte légal ou réglementaire quel qu'il soit.

La partie adverse viole l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 en prétendant tirer de cette disposition une obligation de fournir une preuve d'identité au moment même où la demande est introduite.

Comme cela a déjà été rappelé à de nombreuses reprises par la jurisprudence de votre Conseil, l'obligation contenue dans l'article 9bis précité tient en ce que le demandeur doit prouver son identité ; la demande d'autorisation de séjour ne peut être déclarée recevable si l'identité du demandeur est incertaine.

*Ceci étant, l'article 9bis ne contient lui-même aucune obligation de produire au moment où la demande est introduite un document d'identité susceptible de faire foi de l'identité du demandeur.*

*L'obligation faite par la loi à l'étranger demandeur est celle de prouver son identité et non de joindre à sa demande dès l'introduction de celle-ci une preuve de son identité.*

*En déclarant la demande d'autorisation de séjour de la requérante irrecevable au motif qu'elle n'aurait pas fourni la preuve de son identité «au moment de l'introduction de sa demande », la partie adverse a méconnu la portée de l'article 9bis précité.*

5.4. *Si, en outre, elle devait être lue comme reprochant en réalité à la requérante d'avoir produit de manière prétendument tardive la copie de son passeport et déduisant de cette production « tardive » un défaut de preuve d'identité dans le chef de la requérante, la décision litigieuse apparaîtrait par ailleurs non seulement inadéquatement motivée mais également issue d'une appréciation manifestement erronée de faits.*

*De nouveau, une prétendue obligation de fournir une preuve d'identité au moment où la demande d'autorisation de séjour est introduite ne trouve de fondement dans aucune disposition légale et/ou réglementaire, de sorte que l'acte entrepris en assimilant à l'absence de preuve d'identité une production de la preuve d'identité postérieure à l'introduction de la demande, viole l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.*

*La décision affirmant qu'aucune preuve ne serait fournie dès lors que la copie du passeport est produite après l'introduction de la demande constitue en outre une appréciation manifestement erronée de faits, dans la mesure où un document d'identité tel que le passeport produit par la requérante, ne perd aucune de ses qualités probatoires au seul motif qu'il est produit postérieurement à l'introduction de la demande d'autorisation de séjour.*

*L'affirmation selon laquelle parce qu'il est produit postérieurement à l'introduction de la demande un passeport ne constitue plus/pas un document d'identité requis constitue une motivation inexacte et contrevient en outre à l'article 9bis de la loi.*

*Dans la mesure où l'acte entrepris ne remet nullement en cause la validité du passeport produit par la requérante en tant que moyen de preuve de son identité, la partie adverse ne pouvait légalement affirmer que la demande « n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis ».*

5.5. *La question de savoir si la production d'un document d'identité doit être concomitante à l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour telle que celle introduite par le requérant a déjà été tranchée à diverses reprises par votre Conseil, de même que par le Conseil d'Etat.*

*La requérante relève que la présente espèce apparaît parfaitement reconductible à celle ayant donné lieu à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 215.580 du 5 octobre 2011, dans lequel on peut lire :*

*« (...) qu'ainsi, de même que l'administration ne peut pas ne pas tenir compte, au moment où elle statue, d'éléments postérieurs ou complémentaires versés au dossier par l'étranger, qui sont de nature à avoir une incidence sur l'examen de la recevabilité de la demande, de même H ne peut lui être reproché d'avoir égard à des éléments ayant une incidence objective sur la situation de l'étranger quant aux circonstances invoquées; que si les conditions de recevabilité liées à la forme de la demande s'apprécient au moment de son introduction, la condition d'établir des «circonstances exceptionnelles» n'est nullement une condition de forme mais une condition supplémentaire à remplir pour que la demande soit recevable en Belgique, laquelle condition s'apprécie au moment où l'administration statue; qu'il en est de même pour la condition de disposer d'un document d'identité, laquelle a pour but d'établir avec certitude l'identité de l'étranger ainsi que le relève, à juste titre, le juge administratif » .*

*L'arrêt précité rappelle non seulement qu'il appartient à l'administration d'apprécier la recevabilité d'une demande telle que celle introduite par la requérante au moment où elle statue mais rappelle en outre qu'à défaut de ce faire, la partie adverse méconnaîtrait son obligation de statuer en tenant compte de l'ensemble des éléments de la cause.*

*Or, en déclarant la demande d'autorisation de séjour de la requérante irrecevable au motif qu'elle n'aurait été accompagnée ni « d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport*

*international, ou un titre de voyage équivalant ou (une copie de) la carte d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition (...) », la partie adverse a précisément méconnu son obligation de tenir compte de l'ensemble des éléments de la cause, étant entendu que le passeport produit par la requérante constituait un élément fondamental quant à l'appréciation de la recevabilité de sa demande.*

6. Enfin, la requérante entend relever le caractère parfaitement incompréhensible de l'affirmation selon laquelle votre Conseil ainsi que le Conseil d'Etat auraient déjà jugé qu'elle n'a pas fourni «la preuve, au moment de l'introduction de sa demande qu'elle disposait d'un document d'identité requis (...) ».

#### **4. Discussion.**

4.1. Sur le moyen unique pris, le Conseil rappelle, d'une part, que tout acte administratif doit reposer sur des motifs exacts, pertinents et admissibles et que l'obligation de motivation formelle imposée par les dispositions légales visées au moyen, a pour but d'informer l'intéressé des motifs de fait et de droit sur la base desquels la décision a été prise, notamment pour permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs (voir en ce sens : C.E., 29 novembre 2001, n° 101.283 et C.E., 13 juillet 2001, n° 97.866). D'autre part, le Conseil entend souligner qu'il ne lui appartient pas de substituer sa propre appréciation des faits à celle de l'autorité compétente dès le moment où il ressort du dossier que cette autorité a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui ont été soumis.

4.2. En l'espèce, selon la décision attaquée, aucun document d'identité n'a été produit par la partie requérante ou aucun document d'identité n'a été produit au moment de l'introduction de la demande (le 3 novembre 2010) : la motivation de la décision attaquée, qui n'évoque pas la copie de passeport que la partie requérante dit avoir produite, est sur ce point quelque peu ambiguë, comme le relève la partie requérante.

Toutefois, la partie requérante indique avoir produit une copie de son passeport en annexe à son écrit du 22 août 2011 complétant et actualisant sa demande initiale, ce qui se vérifie au dossier administratif et n'est pas contesté par la partie défenderesse dans sa note d'observations.

Il s'en déduit donc que la partie défenderesse reproche en fait une production du document d'identité requis non concomitante à la demande initiale.

Or, l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, exige comme condition que « l'étranger dispose d'un document d'identité » et non la production concomitante des documents d'identité à la demande d'autorisation de séjour. En effet, aucun des termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne précise à quel moment l'étranger concerné doit « disposer » dudit document, et par conséquent, n'autorise à en déduire que cette condition ne doit être remplie qu'au seul moment de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour. L'acte attaqué ajoute donc une condition à la loi, ce qui en constitue une violation.

Le Conseil fait pour le surplus sienne, comme la partie requérante d'ailleurs, l'argumentation du Conseil d'Etat figurant dans son arrêt 215.580 du 5 octobre 2011 prononcé dans une espèce similaire et dans lequel la haute juridiction s'exprime comme suit : « (...) l'existence de circonstances exceptionnelles est une condition de recevabilité de la demande par laquelle l'étranger sollicite, en Belgique, l'autorisation de séjour; que la réalité des circonstances exceptionnelles doit s'apprécier au jour où l'administration statue sur la demande; qu'ainsi, de même que l'administration ne peut pas ne pas tenir compte, au moment où elle statue, d'éléments postérieurs ou complémentaires versés au dossier par l'étranger, qui sont de nature à avoir une incidence sur l'examen de la recevabilité de la demande, de même il ne peut lui être reproché d'avoir égard à des éléments ayant une incidence objective sur la situation de l'étranger quant aux circonstances invoquées; que si les conditions de recevabilité liées à la forme de la demande s'apprécient au moment de son introduction, la condition d'établir des «circonstances exceptionnelles» n'est nullement une condition de forme mais une condition supplémentaire à remplir pour que la demande soit recevable en Belgique, laquelle condition s'apprécie au moment où l'administration statue; qu'il en est de même pour la condition de disposer d'un document d'identité, laquelle a pour but d'établir avec certitude l'identité de l'étranger (...) ».

S'agissant de l'arrêt n° 219.256 du 8 mai 2012 du Conseil d'Etat cité par la partie défenderesse dans sa note d'observations, il convient de relever que cette jurisprudence ne peut trouver lieu à s'appliquer au cas d'espèce dans la mesure où elle est afférente à une situation distincte de celle ici en cause puisqu'il y était question d'un demandeur d'asile qui au moment de l'introduction de sa demande avait fait valoir la dispense liée à son statut de « demandeur d'asile dont la demande d'asile n'a pas fait l'objet d'une décision définitive ou qui a introduit un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet de recours admis est prononcé » et que l'arrêt du Conseil cassé par l'arrêt n° 219.256 susmentionné avait rejeté le recours contre la décision du secrétaire d'Etat du seul fait que la partie requérante n'avait pas actualisé et complété son dossier une fois sa procédure d'asile terminée afin d'encore assurer le respect de la condition de recevabilité documentaire.

4.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique, dans cette mesure, est fondé et suffit à l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980, prise le 13 août 2012, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente novembre deux mille douze par :

M. G. PINTIAUX,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme S. DANDOY,

Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

S. DANDOY

G. PINTIAUX